

Résolution présentée par la délégation de l'Indonésie

Thème	Droits politiques et sociaux
Concerne	Une réforme de la convention 138 de l'OIT sur le travail des enfants
L'Assemblée Générale,	
Consciente	de la situation alarmante des enfants travaillant dans des conditions déplorables et qui vont à l'encontre des droits de l'enfant,
Rappelant	que 152 millions d'enfants travaillent illégalement dans le monde, malgré la présence de nombreux règlements peu efficaces, comme par exemple en Inde où 16 millions d'enfants travaillent entre 5 et 14 ans,
Soulevant	que la mise en place des lois actuelles ne pointe pas la source principale du problème, à savoir les difficultés économiques des ménages,
Relevant	que les enfants participent à une part importante du revenu des ménages illégalement car le salaire des parents ne suffit pas à subvenir aux besoins de la famille, l'argent touché par les enfants est donc essentiel pour la survie de leur foyer,
Décide	<p>d'une réforme de la convention 138 de l'OIT qui fixe l'âge minimum légal de travail à 14 ans, le nouvel âge requis serait de 10 ans et l'interdiction formelle de l'implication des enfants en dessous de ce seuil dans le marché du travail continuerait à être appliquée ;</p> <ul style="list-style-type: none">- de la mise en place d'une réglementation imposée aux industries et tout secteur de travail ; ce règlement permettra aux enfants dès 10 ans de travailler légalement, dans de meilleures conditions et de bénéficier de rémunérations correctes ;- de sanctionner sévèrement toute industrie ne se soumettant pas au règlement, par le biais d'une taxation reversée à l'État avec un pourcentage distribué à l'employé concerné ;- que tout individu ne respectant pas ces nouvelles conditions se verra puni en conséquence selon les lois du pays ;- d'encourager tous les pays membres à appliquer cette résolution au sein de leur pays car cette convention serait bénéfique à l'ensemble des personnes impliquées, cependant les pays allant à l'encontre de cette mesure feront face à des sanctions économiques mises en place par l'OIT.

Le texte français fait foi.